

Thomas Berns
Centre de philosophie du droit, ULB

Ne serons-nous que des individus libres, qui choisissent seuls ce qu'ils consomment ?

Depuis quelques semaines, la libéralisation de certains marchés, portant sur des choses autrefois considérées comme publiques, montre son vrai visage. Rien de monstrueux sans doute, mais du moins est-ce un visage concret qu'on peut confronter à celui auquel on était habitué, qu'on peut même regarder comme un reflet de nous-mêmes. Car c'est de nous – usagers, consommateurs, dépendants... – qu'il faut parler : voir ce que nous devenons et comment nous sommes transformés suite à ces grands gestes présentés comme inexorables.

Je dois choisir mon fournisseur d'électricité. Cette idée de choix est omniprésente, un choix individuel et libre : dans les informations des parties prenantes à ce marché (c'est-à-dire la publicité), dans celles des institutions qui veulent nous accompagner dans nos choix, dans les médias, dans les débats politiques. Ce libre choix est la donnée essentielle, objective, ce qui fait que le processus en question ne peut être tout à fait nocif. On peut même choisir de ne pas choisir, choisir de rester « par défaut » chez le même fournisseur. Mais on ne peut pas simplement ne pas choisir.

Or il n'y a rien d'évident dans ce geste qui semble ne pouvoir tourner qu'à mon avantage. D'abord, mais cela peut paraître secondaire ou provocant, il n'est pas dit que ce choix m'intéresse ; non seulement on peut le trouver plateamment ennuyeux, mais on peut même vouloir le peser en termes « intéressés » de perte de temps : quid de cette perte de temps et d'énergie ? Est-elle intégrée d'une manière ou d'une autre dans le calcul qui justifie que ces changements s'imposent ? On affirme haut et fort les lenteurs et lourdeurs propres aux gestions publiques ou monopolis-

tiques. Peut-on mettre dans cette même balance la promenade que je ne ferai pas pour pouvoir être informé des offres qui me sont faites et éclairer ainsi mon libre choix, puisque je dois choisir. Plus grave, il n'est pas dit que je sois capable de faire ce choix : les informations liées à ces offres sont bien sûr très partiales.

L'Etat récupère ici un rôle : des services d'aides seront offerts pour m'aiguiller dans mes choix. Une nouvelle fois : le coût de cette intervention est-il intégré dans le calcul qui s'imposait ? Plus sérieusement, puisqu'ici enfin il peut être question de politique, de décisions et de deniers publics : si tant est que des choses ne doivent plus relever du politique (le marché et les choix que l'effectuerai librement dans celui-ci), puis-je questionner le nouveau rôle du politique qui se dessine – non pas organiser le marché, mais conseiller les

Rien dans le monde n'est naturellement propre à être un objet du marché ou, au contraire, à en être protégé

individus dans leur choix, quitte à ce que l'Etat soit pris comme eux dans ce marché. Bien sûr on voit aussi, dans la dernière courageuse tentative de la Région bruxelloise de définir quelques bornes fermes au nouveau marché de l'énergie, que les institutions veulent parfois encore l'organiser de manière plus réglementaire, mais le marché se montre immédiatement trop sensible ; il risque de s'évanouir, faute de concurrents. Il faudrait le traiter avec des pincettes ; le rôle de conseiller du libre choix des consommateurs semble mieux s'inscrire dans cette nouvelle harmonie.

Reste l'image que tout cela nous renvoie de nous-mêmes : est-ce que je souhaite être désormais

exclusivement, face au monde qui m'entoure, dans la posture d'un individu libre mais devant choisir ce qu'il consomme et consommer ce qu'il choisit ? Cette question est

proprement politique et souveraine. Souveraine parce qu'il en découle une définition de nous-mêmes, de comment nous sommes pris en compte, de comment le

monde compte pour nous. Politique parce que nous seuls pouvons et devons y répondre : non seulement le marché lui-même ne décide de rien – tout au plus intègre-t-

il ce qui lui est laissé. Mais surtout les « choses » seules ne décident de rien : rien dans le monde n'est naturellement propre à être un objet du marché ou au contraire à en être protégé, ni le pain, ni l'énergie, ni l'air ou la montagne, ni une idée, une œuvre d'art ou une équation. Ces choses ne sont naturellement, en tant que telles, ni privées, ni publiques ou communes. Elles ne sont pas d'elles-mêmes aptes au marché, pas plus qu'elles ne sont d'elles-mêmes résistantes au marché. Ce ne sont donc pas les choses qui se rebellent.

Je suis intéressé par la décision collective que certaines choses seront l'objet d'une négociation en vue d'en définir l'accessibilité

On peut alors comprendre le « non-choix » que je mettais en avant : « *I would prefer not to* » (1), « *J'aimerais mieux ne pas devoir* » choisir le fournisseur de l'énergie que je consomme, ne pas être celui qui doit toujours tout choisir individuellement sans avoir pour autant de maîtrise sur les informations qui lui sont fournies sur les choses, si bien que les institutions devraient l'aider dans ses choix. Par contre, je suis intéressé par des définitions collectives sur la nature des choses, par la décision collective que certaines des choses avec lesquelles nous devons entrer en relation ne seront pas simplement disponibles pour des mauvais et pénibles choix individuels, mais seront l'objet d'une négociation commune en vue d'en définir l'accessibilité. Une telle posture peut-elle être réinventée ou est-ce précisément cet intérêt pour les choses qu'il s'agit d'anéantir ? ■

(1) Comme le répète Bartelby, le célèbre personnage de Herman Melville.

Le Royer

